

Arrêté n° ARSBFC/DA/2022-101

Portant programmation pour les années 2023 à 2027, conformément aux dispositions des articles L.312-8 et D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles, des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux autorisés conjointement par le directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté et le Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ARS
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DU TERRITOIRE DE BELFORT**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.312-1, L.312-8, L.313-3 d, D.312-197, D.312-200 et D.312-204 ;

VU le décret codifié n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret du 2 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPIET en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) Bourgogne-Franche-Comté à compter du 21 novembre 2022 ;

VU la délibération de l'assemblée départementale du 1^{er} juillet 2021 portant élection de Monsieur Florian BOUQUET en qualité de Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort ;

CONSIDERANT aux termes des dispositions de l'article L.313-3 d du code de l'action sociale et des familles que les établissements et services, mentionnés aux a et b du même article L.313-3 ainsi que les lieux de vie et d'accueil mentionnés au III de l'article L.312-1, sont autorisés simultanément par le directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté lorsque les prestations dispensées sont susceptibles d'être prises en charge par les organismes d'assurance maladie et par le Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort lorsqu'elles sont susceptibles d'être prises en charge au titre de l'aide sociale départementale ou relèvent d'une compétence dévolue au Département ;

CONSIDERANT l'article D.312-204 du code de l'action sociale et des familles qui définit la programmation pluriannuelle des échéances prévisionnelles de transmission des rapports d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'autorisation est délivrée conformément au d de l'article L.313-3 du même code ;

ARRESENT

Article 1 :

La programmation pluriannuelle des rapports d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux, autorisés conjointement par le directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté et le Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort, est annexée au présent arrêté.

Les rapports d'évaluation sont transmis aux autorités compétentes au plus tard à la fin de l'échéance trimestrielle concernée.

Lorsqu'un établissement ou service est autorisé sur plusieurs sites géographiques (site principal avec un ou plusieurs sites secondaires rattachés), un seul rapport d'évaluation est transmis portant sur l'ensemble des sites mentionnés dans l'autorisation de l'établissement ou du service concerné.

Article 2 :

La programmation visée à l'article 1 du présent arrêté porte sur la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2027.

Article 3 :

L'organisme gestionnaire peut solliciter l'ARS Bourgogne-Franche-Comté et le Département du Territoire de Belfort afin de modifier la date d'échéance trimestrielle mentionnée dans la programmation relative à la transmission des rapports d'évaluation annexée au présent arrêté, notamment :

- Pour tenir compte de changements intervenus dans la situation des établissements et services concernés ;
- Pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux dont le rapport d'évaluation est programmé courant 2023 ou 2024 et qui ont fait l'objet d'une évaluation par un cabinet externe transmise aux autorités compétentes entre le 1^{er} janvier 2020 et le 10 mars 2022 ;
- Ou si cela s'avère nécessaire pour conduire sa politique d'amélioration continue de la qualité.

L'organisme gestionnaire transmet sa demande argumentée à l'ARS Bourgogne-Franche-Comté et au Département du Territoire de Belfort au plus tard dans les 6 mois qui suivent la date de signature du présent acte.

Article 4 :

Lorsque la remise des rapports d'évaluation est programmée sur une même année à l'égard d'un organisme gestionnaire autorisé pour plusieurs établissements et services sociaux et médico-sociaux, ce dernier peut s'il le souhaite engager l'évaluation des établissements concernés dès l'année précédente et transmettre les rapports aux autorités compétentes dès qu'ils sont finalisés, sans dépasser la dernière échéance trimestrielle mentionnée dans la programmation annexée au présent arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois qui suivent sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté (2 place des savoirs 21000 DIJON) et du Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de DIJON (22 rue d'Assas 21000 DIJON).
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé par voie dématérialisée via le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication du présent acte au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 6 :

Le directeur de l'autonomie de l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté et le directeur général des services du Département du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet du Département du Territoire de Belfort.

Fait à Dijon, le 20 février 2023

Le directeur général de l'ARS
Bourgogne-Franche-Comté,

Jean-Jacques COIPIET

Le Président du Conseil départemental
du Territoire de Belfort,

Florian BOUQUET



Annexe relative à la programmation de transmission des rapports d'évaluation des établissements sociaux ou médico-sociaux autorisés par le directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté et le Président du Conseil départemental du Territoire de Belfort pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2027

PERSONNES AGEES

Année	Echéance de transmission du rapport d'évaluation	Organisme gestionnaire		ESMS concernés	
		N° FINESS juridique (EJ)	Raison Sociale	N° FINESS géographique	Dénomination de l'ESMS
2023	3 ^{ème} trimestre	900003294	CCAS BELFORT	900004789	SPASAD CCAS BELFORT
		900004698	CHSLD CHENOIS	900002056	EHPAD LE CHENOIS BAVILLIERS
		900003898	DOMICILE 90	900004425	SPASAD DOMICILE 90
		900000381	LES BONS ENFANTS	900002049	EHPAD RESIDENCE ROSEMONTOISE VALDOIE
2024	1 ^{er} trimestre	900000233	ASSOCIATION HOSPITALIERE GIROMAGNY	900003435	EHPAD RESIDENCE VAUBAN BELFORT
2026	1 ^{er} trimestre	900003260		90000100	EHPAD ST JOSEPH GIROMAGNY
		250006335	FONDATION ARC EN CIEL	900003211	EHPAD "LES VERGERS"
		250001161	MUTUALITE FRANCAISE COMTOISE SSAM	900003211	EHPAD LA MAISON BLANCHE
				900002189	EHPAD RESIDENCE DE LA MIOTTE

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Année	Echéance de transmission du rapport d'évaluation	Organisme gestionnaire		ESMS concernés	
		N° FINESS juridique (EJ)	Raison Sociale	N° FINESS géographique	Dénomination de l'ESMS
2024	1 ^{er} trimestre	900000092	ADAPEI DU TERRITOIRE DE BELFORT	900002908	FAM EGUENIGUE
				900003583	SAMSAH ADAPEI 90 BELFORT